



CHAPITRE 85

Loi modifiant la charte de la ville de Pont-Viau

[Sanctionnée le 16 décembre 1954]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Pont-Viau a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 11 George VI (1947), chapitre 101, soit modifiée à l'effet ci-dessous et que certains pouvoirs spéciaux lui soient accordés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenu dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
ville.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Frais de représentation,
etc., autorisés.

"64. Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement, des frais de représentation au montant de mille deux cents dollars, pour le maire et de six cents dollars, pour chaque échevin. Ces montants sont payables mensuellement. En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'intérêt de la municipalité et en vertu d'une résolution du conseil."

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.

2. L'article 173 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 18 de la loi 11 George VI, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:

CHAPTER 85

An Act to amend the charter of the town of Pont-Viau

[Assented to, the 16th of December, 1954]

Preamble.

WHEREAS the town of Pont-Viau has, by its petition, represented that it is in the interest of the ratepayers and of the proper administration of its affairs, that its charter, the act 11 George VI, chapter 101, be amended as hereinafter set out, and that it be granted certain special powers;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"64. The municipal council on mere resolution, is authorized to grant annually, entertainment expenses to the amount of twelve hundred dollars for the mayor, and of six hundred dollars for each alderman. Such amounts shall be payable monthly. In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed the actual travelling expenses they shall have made in the interest of the municipality and in virtue of a resolution of the council."

Entertainment
expenses,
etc., au-
thorized.

2. Section 173 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 18 of the act 11 George VI, chapter 101, is again replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced
for town.

Date des élections.	"173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les trois ans, le premier lundi de mai, et si ce jour est férié, le jour juridique suivant, conformément aux dispositions ci-après.	"173. The general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held every three years, on the first Monday of May, and, if such day be a holiday, then on the following juridical day, in accordance with the provisions hereinafter contained.	Date.
Change-ment.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.	The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.	Change.
Procé- dure.	Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.	The proceedings and notices for such application shall, as far as possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.	Proceed- ings.
Avis.	Avis de ce changement doit être publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> ."	Notice of such change must be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> ."	Notice.
S.R., c. 233, s. 181, remp. pour la ville.	3. L'article 181 de la Loi des cités et villes, remplacé, pour la ville, par l'article 21 de la loi 11 George VI, chapitre 101, est de nouveau remplacé par le suivant:	3. Section 181 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the town, by section 21 of the act 11 George VI, chapter 101, is again replaced by the following:	R.S., c. 233, s. 181, replaced for town.
Date.	"181. La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier lundi d'avril, de midi à deux heures de l'après-midi. S'il arrive que le jour de la présentation prévue par le présent article soit férié, elle a lieu le premier jour juridique suivant, aux mêmes heures."	"181. The nomination of candidates at a general election shall be held on the last Monday of April, from noon to two o'clock in the afternoon. If the nomination day provided for in this section be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."	Date.
Octroi autorisé.	4. La ville est autorisée à donner annuellement un montant n'excédant pas mille trois cents dollars aux conférences Saint-Vincent de Paul des paroisses situées dans les limites de la ville, un montant n'excédant pas cinq cents dollars aux organisations de loisirs des paroisses situées dans les limites de la ville et un montant n'excédant pas deux cents dollars pour fins patriotiques, éducationnelles et humanitaires.	4. The town is authorized to give annually an amount not exceeding one thousand three hundred dollars to the St. Vincent de Paul Conferences of the parishes situated within the limits of the town, an amount not exceeding five hundred dollars to the recreational associations of the parishes situated within the limits of the town, and an amount not exceeding two hundred dollars for patriotic, educational and humanitarian purposes.	Grant author- ized.
Lots dis- tincts.	5. La ville pourra refuser d'accorder un permis de construction si le terrain sur lequel on demande à ériger la construction projetée ne forme pas un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.	5. The town may refuse to grant a building permit if the ground on which the proposed construction is to be built do not form a distinct lot on the official cadastral plan or on a subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.	Separate lots.

Exception.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture.

The provisions of this section shall not apply to buildings for agricultural purposes on lands under cultivation.

Exception.

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.
Règle-
ment de
construc-
tion.

6. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 1°, les suivants:

"1°a Nonobstant les dispositions du second alinéa du paragraphe 1° ci-dessus, le conseil pourra, à compter de la sanction de la présente loi jusqu'au 1er janvier 1957, adopter un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant le règlement de construction numéro 90 actuellement en vigueur, mais ce pouvoir ne pourra être exercé qu'après avoir obtenu l'autorisation préalable et écrite du ministre des affaires municipales;

Présen-
tation de
permis.

"1°b Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir, de modification ou d'addition et fixer les droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis et dont le coût ne devra pas excéder cinquante dollars par permis."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.
Enlève-
ment de
vidanges,
etc.

7. Le paragraphe 11° de l'article 427 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"11° Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détritiques, fumier, animaux morts, matières fécales ou autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les endroits de la municipalité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la municipalité ou dudit propriétaire ou occupant ou de celui qui les a déposés; pour imposer, afin de défrayer le coût de tel service, une taxe sur toute personne ou corporation résidant dans la ville et occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la ville, que telle personne dépose des vidanges ou non; pour prescrire le

6. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 1, the following:

"1a. Notwithstanding the provisions of the second paragraph of the above paragraph 1, the council may, from the passing of this act to the 1st of January, 1957, pass a building and zoning by-law amending or replacing building by-law number 90 now in force, but such power may be exercised only after the prior authorization in writing of the Minister of Municipal Affairs has been obtained;

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Building
by-law.

"1b. To prescribe the manner in which a permit to build or make alterations or additions shall be presented and to fix the duties to be paid to the town for the granting of such permit, the cost of which shall not exceed fifty dollars per permit."

Present-
ing per-
mits.

7. Paragraph 11 of section 427 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"11. To require, throughout the municipality or in such district or districts as the council may designate, the owner or occupant of any premises, or the person who has deposited the same, to collect and remove ashes, swill, offal, refuse, garbage, manure, dead animals, night-soil, and other unhealthy or offensive matter and to dispose thereof; to provide for the collection and removal and to determine the method of disposal of the same throughout the municipality or in such places in the municipality as the council may designate, and to authorize and direct such collection and removal, either at the expense of the municipality or of such owner or occupant, or of the person who has deposited the same; to impose, in order to defray the cost of such service, a tax on any person or corporation residing in the city and occupying as owner, tenant or occupant, a house or an establishment within the limits of the town, whether such person deposits garbage or not; to prescribe the kind, materials and dimensions of receptacles in which garbage must

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

Garbage
removal,
etc.

genre, les matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposées les vidanges."

be deposited."

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

8. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant, après le paragraphe 26°, le paragraphe suivant:

8. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 26, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

Entrées
d'eau, etc.

"26°a Pour prescrire, nonobstant toute autre disposition au contraire, que la construction des conduites privées, entrée d'eau, égout, ainsi que leur raccordement avec les conduites publiques et leur entretien, devront se faire aux frais du propriétaire; prescrire la manière, les matériaux et l'époque de leur construction et des raccordements;

"26a. To prescribe, notwithstanding any other contrary provision, that the construction of private conduits, water intakes, sewers, as well as their connection with the public conduits and their maintenance, shall be done at the expense of the owner; to prescribe the manner, the materials and the time of construction thereof and of the connections;

Water
intakes,
etc.

Dépôt.

"26°b Prescrire que toute personne désirant faire tels travaux devra au préalable déposer au bureau du trésorier de la ville une somme approximativement suffisante pour pourvoir au coût de réfection de la rue et du trottoir, sauf ajustement ultérieur;"

"26b. To prescribe that any person wishing to do such work must first deposit in the office of the town treasurer a sum approximately sufficient to provide for the cost of repairing the street and sidewalk, subject to adjustment later;"

Deposit.

S.R.,
c. 233,
a. 428a,
aj. pour
la ville.

9. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 428, le suivant:

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 428, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 428a,
added
for town.

Couvre-
feu.

"**428a.** Le conseil peut faire un règlement, pour décréter que les enfants âgés de moins de quinze ans, non accompagnés d'une personne responsable, devront réintégrer leur domicile à une certaine heure le soir, pourvu que cette heure ne soit pas plus tôt que huit heures, et pour pourvoir à une pénalité n'excédant pas un dollar après la deuxième offense, et à défaut de paiement, à la détention d'une heure au poste de police, dans le cas d'infraction aux règlements qui seront édictés à ce sujet par la ville. Ladite pénalité sera imposée à la personne ayant charge légale de l'enfant."

"**428a.** The council may make a by-law ordering that children under fifteen years of age and not accompanied by a responsible person, must return to their homes at a definite time in the evening, provided that such time be not earlier than eight o'clock, and to provide for a penalty of not more than one dollar after the second offence, and, in default of payment, of one hour's detention at the police station, in the case of infringement of the by-laws to be enacted in that behalf by the town. The said penalty shall be imposed on the person legally responsible for the child."

Curfew.

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la ville.

10. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 429, le suivant:

10. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 429, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added
for town.

Billet
d'assigna-
tion.

"**429a.** Dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes où ladite infraction a été commise, un billet

"**429a.** In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the peace officer noticing such infraction may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the

Notice
of sum-
mons.

d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule, une copie de ce billet et en apporter l'original au département de la circulation de la ville.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au département de la circulation de la ville, et en y payant une somme de trois dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le trésorier de la ville libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer, dans le délai qui y est mentionné, le greffier de la Cour municipale peut porter contre elle une plainte, conformément à la loi.

Percep-
tion
validée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville, suivant ce mode de perception des amendes, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 439,
rempl.
pour la
ville.

Taxe
spéciale.

11. L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"439. Le conseil peut, dans le but de rencontrer les sommes dépensées pour la construction d'aqueduc, puits publics, citernes ou réservoirs, et l'intérêt sur icelles, imposer, par règlement, en tout ou en partie sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles dans la municipalité ou sur ceux au bénéfice de qui ces améliorations sont faites, une taxe spéciale annuelle en raison de l'étendue du front de chaque immeuble ou de son évaluation."

S.R.,
c. 233,
a. 440,
rempl.
pour la
ville.

Respon-
sabilité
pour
taxes.

12. L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"440. Cette taxe est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la municipalité ait signifié, à ces propriétaires et occupants, qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue

nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the traffic department of the town.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the town traffic department and by paying thereat a sum of three dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the treasurer of the town shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the clerk of the Municipal Court may lodge a complaint against him according to law.

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

11. Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"439. The council may, by by-law, in order to pay the sum expended in the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs, and the interest thereon, impose, wholly or in part, on all the owners or occupants of immovables in the municipality or on those for whose benefit such improvements are made an annual special tax proportionate to the frontage of each immovable or on the valuation."

12. Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"440. Such tax shall be imposed and levied, even upon the owners or occupants not availing themselves of the water from the water-works; provided that the municipality has notified such owners and occupants, that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of

Payment
to avoid
com-
plaint.

Com-
plaint.

Collection
validated.

S.R.,
c. 233,
s. 439,
replaced
for town.

Special
tax.

S.R.,
c. 233,
s. 440,
replaced
for town.

Liability
for tax.

vis-à-vis de leurs immeubles respectifs."

the street opposite their respective immoveables."

S.R.,
c. 233,
a. 488,
remp.
pour la
ville.

13. L'article 488 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

13. Section 488 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 488,
replaced
for town.

Immeu-
bles im-
posables.

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation, au nom du propriétaire du fonds. Cependant, le conseil pourra, par résolution, ordonner l'imposition des machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient au propriétaire du fonds. Leur valeur réelle est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds, mais si ce dernier prouve aux estimateurs que des machineries ou accessoires ont été placés par un locataire ou autre occupant, la valeur de ces machineries et accessoires est portée au nom du locataire ou occupant qui les possède et qui, à cet égard, est traité comme un propriétaire d'immeubles imposables."

"488. The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and work-shops erected thereon and all improvements made there-to. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground. However the council is authorized, by resolution to order the taxation of machinery and accessories which are immoveable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the ground. Their real value shall be entered on the valuation roll in the name of the owner of the ground, but, if the latter prove to the assessors that machinery or accessories have been installed by a tenant or other occupant, the value of such machinery and accessories shall be entered in the name of the tenant or occupant possessing them who, in this respect, shall be treated as an owner of taxable immoveables."

Taxable
immove-
ables.

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la ville.

14. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant, après l'article 526, les articles suivants:

14. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto, after section 526, the following sections:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for town.

Taxe de
vente
autorisée.

"526a. 1. Le conseil de la cité est autorisé à imposer par résolution, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites de la ville de Pont-Viau, sujet aux exemptions prévues dans l'article 12 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail, et ses amendements.

"526a. 1. The town council is authorized to impose by resolution, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax", not exceeding two per cent, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the limits of the town of Pont-Viau, subject to the exemptions contemplated in section 12 of the said Retail Sales Tax Act, and its amendments.

Sales tax
author-
ized.

Prélève-
ment, etc.

2. Ladite taxe sera prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanc-

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with

Levy, etc.

tions que la taxe perçue en vertu des articles 4, 5 et 6 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail, et ses amendements.

Conven-
tions.

3. Le conseil de la ville est autorisé à conclure avec le ministre des finances de la province, toutes conventions pour la perception de la taxe dont l'imposition est autorisée par le présent article.

Stipula-
tions.

Ces conventions pourront stipuler qu'ils sera permis au trésorier de la ville d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Idem.

Ces conventions pourront en outre autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la ville de Pont-Viau, concernant la perception de la taxe de vente ci-dessus et les poursuites pour infractions au présent article.

Taxe sur
certains
commer-
ces.

"526b. La ville pourra également imposer et prélever les droits annuels ou taxes mentionnés à l'article 526 de la façon suivante pour les catégories de commerces qui suivent:

Dans le cas de commerces de gazoline au détail, sur le nombre de pompes à gazoline; dans le cas de salle de billard ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas de salon de barbier, sur le nombre de chaises servant au métier de barbier; dans le cas de salon de coiffure, sur le nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures automobiles de promenades (drive yourself), sur le nombre de voitures de promenades (drive yourself); dans le cas de service de camionnage, sur le nombre de camions; dans le cas de commerce de charretier ou d'écurie de louage, sur le nombre de chevaux, poneys ou voitures; dans le cas de salle de quilles, sur le nombre d'allées de quilles; mais aucun de ces droits annuels ou taxes ne devra excéder la somme de deux cents dollars par année pour chacune des catégories mentionnées, si elles sont exploitées dans un même établissement.

Déclara-
tion.

Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la ville.

Taxe sur
certains
amuse-
ments.

"526c. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever sur les cirques, ménageries, exhibitions d'objets de curiosité, spectacles et amusements ambulants et autres représentations publiques, exhibés

the same sanctions as the tax levied under sections 4, 5 and 6 of the said Retail Sales Tax Act, and its amendments.

3. The town council is authorized to enter into any agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this section.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the treasurer of the town shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the said Retail Sales Tax Act.

Stipula-
tions.

Such agreements may further authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the town of Pont-Viau respecting the collection of the sales tax aforesaid and actions for infringement of this section.

Idem.

"526b. The town may also impose and collect the annual dues or taxes mentioned in section 526, in the following manner for the following categories of trades:

Tax on
certain
trades.

In the case of retail trading in gasoline, on the number of gasoline pumps; in the case of a billiard or pool room, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in the barber's trade; in the case of a hairdressing parlour, on the number of chairs used in the hairdressing trade; in the case of hiring out drive-yourself automobiles, on the number of drive-yourself vehicles; in the case of trucking service, on the number of trucks; in the case of the cartage trade or livery-stables, on the number of horses, poneys or vehicles; in the case of a bowling alley, on the number of bowling alleys; but none of such annual dues or taxes shall exceed the sum of two hundred dollars per annum for each category mentioned, if they are operated in the same establishment.

The provisions of this section have always formed part of the town charter.

Declara-
tion.

"526c. The council may establish, impose and levy, day by day, on circuses, menageries, exhibitions of objects of curiosity, shows and travelling amusements and other public performances, exhibited

Tax on
certain
amuse-
ments.

ou exploitées temporairement dans la ville, des droits ou taxes, jour par jour, qui pourront s'élever jusqu'à cinq cents dollars pour le premier jour d'exhibition ou d'opération et jusqu'à trois cents dollars, pour chaque jour subséquent."

or temporarily operated in the town, dues or taxes up to five hundred dollars for the first day of exhibition or operation and three hundred dollars for each subsequent day."

S.R.,
c. 233,
a. 528a,
aj. pour
la ville.

15. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 528, l'article suivant:

15. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 528, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 528a,
added
for town.

Taxe de
neige, etc.

"528a. La ville aura droit d'imposer et prélever une taxe annuelle pour défrayer le coût, en tout ou en partie, de l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs, en raison de l'étendue de front des propriétés riveraines, jusqu'à un montant de un dollar du pied linéaire annuellement."

"528a. The town shall have the right to impose and levy an annual tax to pay in whole or in part the cost of snow removal and of street and sidewalk maintenance, according to the extent of the frontage of bordering properties, to an amount of one dollar per linear foot annually."

Snow tax,
etc.

S.R.,
c. 233,
aa. 604a-
604f, aj.
pour la
ville.

16. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant, après l'article 604, les articles suivants:

16. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 604 thereof, the following sections:

R.S.,
c. 233,
ss. 604a-
604f,
added
for town.

Fonds
autorisé.

"604a. Dans le but de mettre à la disposition du conseil des deniers dont il peut avoir besoin soit pour rencontrer des dépenses de la ville, au cours d'un exercice, en attendant la perception des revenus du même exercice, ou pour défrayer le coût de certains travaux d'utilité publique, qui ne sont pas de simple entretien ou de certains achats non d'usage courant, entraînant un déboursé qui n'est pas suffisamment élevé pour justifier un emprunt à long terme, le conseil peut constituer par règlement un fonds connu sous le nom de "fonds de roulement".

"604a. With a view to placing at the disposal of the council the money it may need either to meet the expenses of the town during a fiscal year, pending the receipt of revenues of the same fiscal year, or to pay the cost of certain public utility works which are not matters of mere maintenance, or of certain purchases not usually made and which are not so costly as to justify a long term loan, the council may, by by-law, constitute a fund known as the "working-fund".

Fund au-
thorized.

Capital.

"604b. Le capital de ce fonds n'exède pas vingt mille dollars et est constitué, pour débiter, par le produit d'un emprunt d'égal montant.

"604b. The capital of such fund shall not exceed twenty thousand dollars and shall be constituted, at the beginning, by the proceeds of a loan of an equal amount.

Capital.

Emprunt.

"604c. La ville est autorisée à emprunter une somme de vingt mille dollars, remboursable dans une période de quinze ans, en suivant les formalités requises par la loi pour tout règlement décrétant un emprunt, sauf que l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables, n'est pas requise.

"604c. The town is authorized to borrow a sum of twenty thousand dollars repayable in a period of fifteen years in accordance with the formalities prescribed by law for any loan by-law, except that the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveable property shall not be required.

Loan

Emprunts
du fonds.

"604d. Le conseil peut, par résolution, emprunter de ce fonds les deniers

"604d. The council may, by resolution, borrow from such fund the moneys

Borrow-
ing from
fund.

dont il peut avoir besoin pour les fins mentionnées à l'article 604a ci-dessus. Aucun de ces emprunts ne devra être pour un terme excédant cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus devront être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. La résolution autorisant l'emprunt indiquera de quelle manière se fera le remboursement et advenant que les revenus généraux seraient insuffisants pour parfaire ce remboursement, une taxe spéciale devra être imposée à un taux suffisant pour rencontrer les échéances annuelles. Lesdits emprunts, pour être valables, sont sujets à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec.

it may need for the purposes contemplated in the foregoing section 604a. No such loan shall be for a term exceeding five years. Nevertheless the loans contracted pending the collection of revenues shall be repaid within twelve months from the date of their approval. The resolution authorizing the loan shall determine how it shall be repaid, and if the general revenues should be insufficient to effect such repayment, a special tax shall be imposed at a rate sufficient to meet the sums falling due each year. To be valid, the said loans shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission.

Deniers
liquides.

"604e. Le conseil peut affecter les deniers liquides de ce fonds pour acheter des obligations du Canada ou de la province de Québec qui resteront à l'actif dudit fonds.

"604e. The council may appropriate the liquid moneys of such fund to purchase bonds of Canada or of the Province of Quebec which shall remain credited to such fund. Liquid moneys.

Intérêts.

"604f. Les intérêts du fonds de roulement sont appropriés comme des revenus ordinaires de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés."

"604f. The interest on the working-fund shall be appropriated as ordinary revenue of the fiscal year during which it is earned." Interest.

Entrée en
vigueur.

17. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

17. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.